

EMPLOI - INSERTION - ATTRACTIVITE EN SEINE-SAINT-DENIS

N°1 1^{er} trimestre 2017



I - ACTUALITES DEPARTEMENTALES

2

Les actualités autour de l'attractivité territoriale, de l'économie sociale et solidaire, de la formation, de l'emploi et de l'insertion



II - RSA et MARCHE DU TRAVAIL

4

- Tableau de bord et analyse des dernières données sur les bénéficiaires du RSA
- Contexte du marché du travail



III - ZOOM TERRITORIAL

11

Données économiques et sociales autour d'un territoire. Dans ce numéro, « Paris, Terres d'Envol ».



IV - ZOOM SECTORIEL

16

Données économiques et sociales autour d'un secteur économique ou d'une filière. Dans ce numéro, le secteur marchand des Services à la Personne.



V - L'ENTREPRENARIAT

18

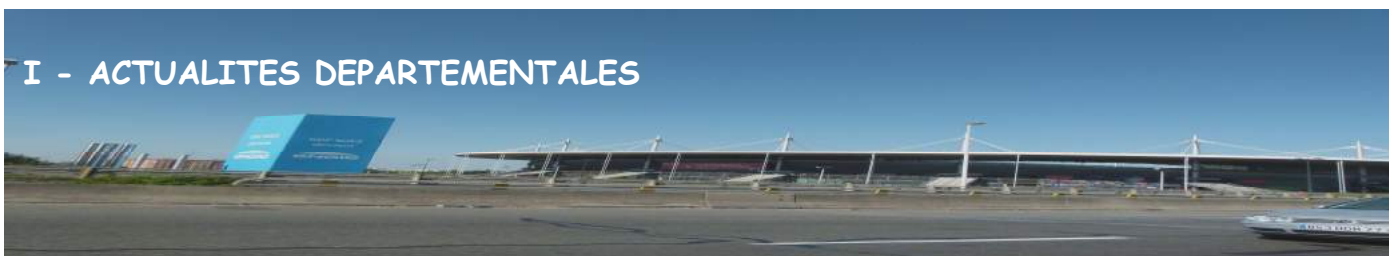
Portraits de créateurs d'entreprise et chiffres de la création.



VI - DONNEES DE CADRAGE

19

I - ACTUALITES DEPARTEMENTALES



L'économie sociale et solidaire enregistre un nouvel acteur de poids en Seine-Saint-Denis

Croix-Rouge Insertion ouvre sa plus grande plate-forme logistique à Pantin



Croix-Rouge Insertion, entreprise d'insertion filiale de la Croix-Rouge française, a inauguré fin janvier en Seine-Saint-Denis, son plus grand entrepôt de la région parisienne. En réalité, cet établissement de la Croix-Rouge, implanté au sein de la zone logistique de Pantin, est en activité depuis septembre 2016. Il sert au stockage des denrées alimentaires reçues dans le cadre du Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD). Les aliments stockés dans ces 3 300m² d'entrepôt sont ensuite dispatchés dans les autres centres Croix-Rouge de France et d'outre mer (Guyane et La Réunion notamment), pour être distribués aux bénéficiaires.

Présenté comme une absolue nécessité par Pierre Benard, président de l'association Croix-Rouge Insertion, cette plateforme logistique, unique pour une ONG en Ile-de-France aussi bien par sa taille que par sa situation géographique - proximité immédiate de Paris - permet désormais à l'association de se passer des services de stockage d'entreprises partenaires. A l'inverse, elle permet à l'association de se lancer elle-même dans l'offre d'espaces de stockage à destination d'autres ONG. En effet, Croix-Rouge Insertion a pour ambition d'étendre sa clientèle au-delà de son client privilégié qu'est sa maison-mère. Près de la moitié de l'espace de stockage reste actuellement à aménager, laissant entrevoir le potentiel de surface de stockage qui pourrait être disponible pour d'autres clients.

Outre la vocation entrepreneuriale de cet établissement, il a également une vocation sociale, à travers son objectif d'aide à l'insertion des personnes éloignées de l'emploi dans le marché du travail classique. Créée en 2011, Croix-Rouge Insertion est en effet une entreprise d'insertion, qui accompagne vers le retour à l'emploi en s'appuyant sur des chantiers ou entreprises d'insertion, près de 350 personnes actuellement. La branche logistique qui exploite l'établissement de Pantin a pour ambition de former aux métiers du secteur (cariste, préparateur de commandes, manutentionnaires, chauffeurs, etc.). L'établissement de Pantin accueille ainsi depuis son ouverture, sept personnes en contrat d'insertion, toutes originaires de Seine-Saint-Denis, dont certaines n'ont exercé aucune activité salariée depuis plusieurs années. L'offre d'espaces de stockage envisagée en direction des clients autres que la Croix-Rouge proprement dite, devrait amener au doublement des salariés en parcours d'insertion.

La Seine-Saint-Denis, plus que jamais territoire privilégié des industries créatives et innovantes

Rouchon : Un acteur de la photo de mode s'implante à la Plaine Saint-Denis



Le grand studio photo Rouchon, fondé il y a 65 ans et spécialisé dans la photographie de mode, le cinéma et la publicité, a quitté son site historique du 5^e arrondissement de Paris pour s'installer à la Plaine Saint-Denis, début janvier. L'entreprise a pris possession de 3 000 m² de locaux dans le bâtiment 103 des anciens magasins généraux de Paris (EMGP). Elle y a aménagé sept studios allant de 140 à 360 m², mais également des salles de montage, enregistrement et atelier pour la fabrication de décors. Ce développement était devenu une nécessité, studio Rouchon perdant depuis quelques années des commandes, du fait de la petite taille de ses studios parisiens.

La Plaine Saint-Denis est ainsi rapidement apparue comme la localisation idoine pour répondre aux nouvelles exigences du secteur, qui réclame davantage de travaux mêlant à la fois photo, vidéo et création digitale, donc plus d'espaces de production. En s'installant sur le site des EMGP, Rouchon double quasiment la taille de son espace de production et sera mieux à même d'accueillir les quelques 150 personnes dont 30 salariés, qui y travaillent quotidiennement.

Le site des EMGP s'est également avéré une destination évidente pour l'entreprise car il enregistre la présence de tous les acteurs de poids en matière de production audiovisuelle. Les grandes entreprises du secteur - Euro Media Group, AMP Visual TV, Studios de Paris, etc. - y comptent en effet leurs principales infrastructures de tournage. A proximité immédiate de la Cité du cinéma et des studios du Lendit, le site des EMGP appartient au plus grand pôle national pour la production audiovisuelle (activités de tournage, de post production, etc.). Photo Rouchon mise ainsi sur le développement de synergies avec ces différents acteurs.

L'arrivée dans le département de Rouchon, spécialiste entre autres de la photo de mode, contribue par ailleurs à la consolidation sur le territoire départemental de la filière des activités créatives, au croisement de la mode, l'image, les nouvelles technologies. Outre les acteurs de l'image ci-dessus mentionnés, le département enregistre également la présence des grands noms de la mode tels Hermès et Chanel à Pantin, L'Oréal à Saint-Ouen et Aulnay-sous-Bois ou Jennyfer à Saint-Denis. Ces derniers, poids lourds en matière de création et d'innovation dans leurs domaines respectifs, contribuent à l'activité créatrice des spécialistes de l'audiovisuel et des nouvelles technologies proprement dits. En retour, ceux-ci contribuent à l'activité des premiers, en leur permettant entre autres de mettre en avant leur créativité et leurs innovations, ce qui aboutit à un véritable cercle vertueux. La présence de ces différents acteurs contribue au positionnement de la Seine-Saint-Denis comme un territoire à la pointe des industries créatives et innovantes, renforçant son attractivité.

I - ACTUALITES DEPARTEMENTALES

Look Forward : un nouvel événement sur le digital en Seine-Saint-Denis



LOOK FORWARD 
by showroomprivé.com

Le positionnement de la Seine-Saint-Denis comme territoire majeur des industries créatives et innovantes ne se mesure pas uniquement par la présence des entreprises de la filière. La multiplication sur le territoire d'événements dédiés à la promotion de ce secteur constitue également un indicateur de la place que le département occupe désormais aux yeux des professionnels et du public. C'est ainsi que la première édition de ce qui compte entrer dans le cercle des événements majeurs pour la visibilité de la création et l'innovation dans le département à savoir : la rencontre annuelle « Le Digital en Seine-Saint-Denis », s'est tenue le 12 janvier dans les locaux de l'entreprise Showroomprivé.

Cette initiative, qui vient s'ajouter à d'autres manifestations du même type comme Futur en Seine (organisé à Paris et la Seine-Saint-Denis) ou les Rencontres Cap digital, a été organisée conjointement par Look Forward - incubateur de start-up de la mode créé en 2015 par Showroomprivé - le Réseau Entreprendre 93 et en partenariat avec la banque Société Générale. Elle s'est tenue dans les locaux de Look Forward - situés au sein de Showroomprivé à la Plaine Saint-Denis. Le clou de cette première édition était la réunion du public (formé d'entrepreneurs et acteurs économiques) autour de l'expérience réussie de quatre start-up du département, dont les créateurs sont lauréats du Réseau Entreprendre 93.

Étaient à l'honneur : Mano Mano (vente en ligne de matériel de bricolage), Simplon.co (formation au numérique), Lemonway (paiement en ligne) et Vectaury (marketing prédictif). Il s'agissait pour les organisateurs de sensibiliser sur les enjeux de la création et l'innovation pour le développement économique (Showroomprivé) et le soutien aux entrepreneurs innovants et créatifs (Réseau Entreprendre 93).

Lancement du Comité départemental des clauses sociales de Seine-Saint-Denis



Le 25 janvier 2017, au cours d'une cérémonie organisée par le Département de la Seine-Saint-Denis et en présence de la préfète déléguée à l'égalité des chances, a été mis en place le Comité départemental des clauses sociales de Seine-Saint-Denis. Ce comité, présidé par Mme Fadela Benrabia, préfète déléguée à l'égalité des chances en Seine-Saint-Denis et madame Nadège Grobois, vice présidente en charge de l'emploi et l'économie, s'inscrit dans le cadre de la mission d'appui aux clauses sociales (MACS) cofinancée par la DIRECCTE et le Fonds social européen (FSE) et conduite au niveau régional par le GIP Maximilien. Ce dernier a pour objectif de généraliser et optimiser le re-

cours aux clauses sociales dans le cadre des travaux liés au projet du Grand Paris, notamment la construction du Grand Paris Express, réseau de transport structurant cette ambition. Le plan d'action du GIP Maximilien qui s'articule autour de deux missions principales : le développement des clauses sociales et l'emploi durable par la commande publique et la mobilisation et coordination des acteurs sur les aspects sociaux des achats publics, s'appuie sur la mobilisation de différents acteurs, dont des coordinateurs au niveau des départements.

C'est fort de son action en faveur du développement des clauses sociales dans les marchés publics départementaux que le Département a répondu à l'appel d'offre de DIRECCTE, pour animer la coordination en Seine-Saint-Denis. En matière de développement et généralisation des clauses sociales dans les marchés publics, le Département conduit en effet depuis 2009, un travail partenarial avec une triple ambition : offrir des parcours cohérents aux résidents, coordonner les facilitateurs pour capitaliser les bonnes pratiques, et, harmoniser, structurer le réseau et cofinancer des postes de facilitateurs pour développer celui-ci sur le territoire départemental.

En prenant en charge le pilotage du comité départemental des clauses sociales en Seine-Saint-Denis, le Département souhaite poursuivre et approfondir son action en faveur de la mobilisation de ce dispositif important de lutte contre le chômage et l'exclusion. Il s'agit en effet de continuer à soutenir et valoriser le travail et le rôle des facilitateurs, de poursuivre le développement de parcours d'insertion pertinents, de coordonner avec les facilitateurs des EPT les travaux programmés sur le territoire dans le cadre du Grand Paris et de mettre en place un observatoire des clauses sociales pour en mesurer l'impact.

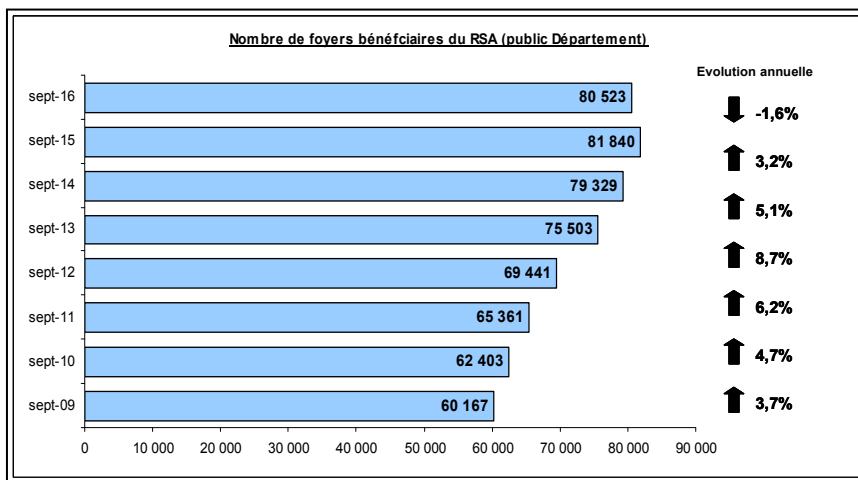


II – LE RSA ET LE MARCHÉ DU TRAVAIL

A) Le R.S.A. – Revenu de solidarité active

Au 30 septembre 2016, on dénombre en Seine-Saint-Denis 80 523 foyers bénéficiaires du RSA socle (public relevant de la compétence du Département). Par rapport à septembre 2015, c'est une baisse de 1,6% des foyers bénéficiaires du RSA. Ce nombre regroupe le RSA socle seul et le RSA socle avec prime d'activité.

Cette baisse succède à une croissance, certes faible, de septembre 2014 à septembre 2015, et constitue la première baisse enregistrée depuis la création du RSA.



La baisse annuelle concerne l'ensemble des foyers, qu'ils bénéficient ou non d'une majoration. Elle est la résultante des baisses trimestrielles de l'année 2016. Le nombre de bénéficiaires du RSA avec majoration est passé de 9 030 à 8 484 entre septembre 2015 et septembre 2016, soit -6% en un an (contre une hausse de 0,3% l'année précédente). Quant aux effectifs du RSA non majoré, ils s'élèvent à 72 039 bénéficiaires en septembre 2016 contre 72 810 en septembre 2015 soit une baisse de 1,1%.

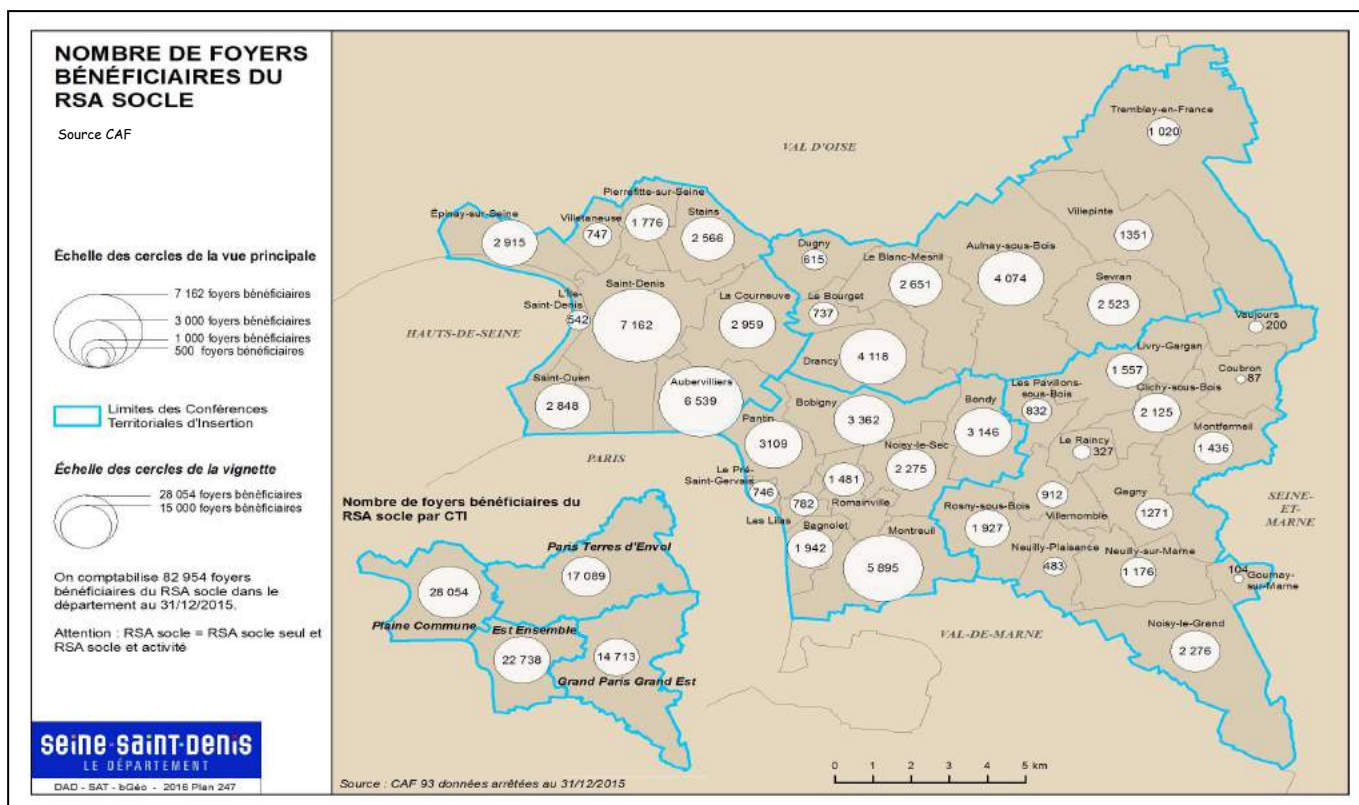
	RSA socle seulement avec majoration	RSA socle seulement sans majoration	RSA socle tous*
Effectif en septembre 2016	8 484	72 039	80 523
Evolution trimestrielle	-1,8%	-0,4%	-0,5%
Evolution annuelle	-6,0%	-1,1%	-1,6%
Evolution depuis juin 2009	5,1%	44,6%	39,1%

On observe aussi un ralentissement de l'évolution du nombre de bénéficiaires depuis juin 2009, date de la mise en place de la loi RSA. Cette évolution est de 39,1% en septembre 2016 contre 41,4% en septembre 2015.

Source CAF, *Données consolidées hors RSA jeunes payé par l'Etat.

9 communes sur les 40 que compte le département concentrent un peu plus de la moitié des allocataires RSA (50,1% du total des bénéficiaires). Il s'agit des communes de Saint-Denis, Aubervilliers, Montreuil, Aulnay-sous-Bois, Drancy, Bobigny, Bondy, Pantin et La Courneuve.

NB : les données présentées dans la carte ci-dessous sont celles du mois de décembre 2015. Celles de septembre 2016 ne sont pas disponibles.





II – LE RSA ET LE MARCHÉ DU TRAVAIL

A) Le R.S.A. – Revenu de solidarité active

Profil du bénéficiaire du RSA socle

Parmi les bénéficiaires du RSA socle fin septembre 2016 :

- 44% sont des femmes seules avec ou sans enfant(s).
- La majeure partie a entre 30 et 40 ans (47%).
- Près de la moitié (48%) est dans le dispositif depuis plus de 4 ans.
- 26% sont des anciens allocataires du RMI.

La population couverte par le RSA socle, c'est-à-dire les bénéficiaires, leur conjoint(e) et les enfants à charge est de 168 182 personnes au mois de septembre 2016. Cela représente 11% de la population totale.

Au mois de septembre 2016

Type de famille	
Femme seule (avec ou sans enfant(s))	44 %
Homme seul (avec ou sans enfant(s))	40 %
Couple (avec ou sans enfant(s))	16 %
Age du titulaire du dossier	
Moins de 25 ans	4 %
De 25 à 39 ans	47 %
De 40 à 49 ans	23 %
De 50 à 59 ans	18 %
60 ans et plus	9 %
Ancienneté des foyers dans dispositif RSA	
Inférieur ou égal à 1 an	17 %
Entre 1 et 2 ans (inclus)	14 %
Entre 2 et 3 ans (inclus)	11 %
Entre 3 et 4 ans (inclus)	9 %
Supérieur à 4 ans	48 %
Ancienneté des bénéficiaires avec droit versable	
Ouverture de droit avant juin 2009*	26 %
Ouverture de droit en juin 2009 ou après	74 %
Personnes couvertes par le RSA dans population totale **	
Total personnes couvertes dans le foyer	11 %

Source CAF ELISA données consolidées :

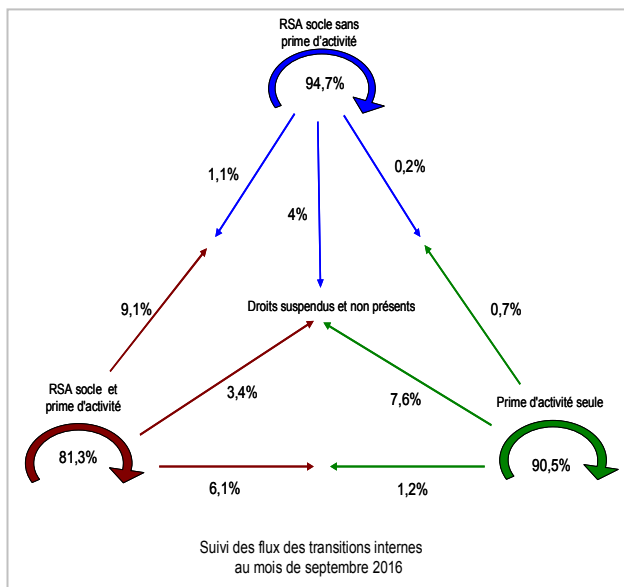
* Date de la mise en place de la loi RSA, ** Recensement population 2013 source INSEE

Les mouvements des effectifs

Depuis mars 2016, la CAF publie les données quasi-consolidées (tous les deux mois) des foyers bénéficiaires du RSA et des foyers bénéficiant de la prime d'activité.

Le tableau ci-contre présente ces données pour les trois premiers trimestres de l'année 2016 et concerne les bénéficiaires dont le droit est versable au RSA et ceux qui bénéficient du RSA avec la prime d'activité.

Source CAF. Données quasi-consolidées	RSA socle sans prime d'activité	RSA avec prime d'activité	RSA socle (public Département)	Prime d'activité sans RSA
En mars 2016	70 883	10 360	81 243	42 440
En juin 2016	70 678	10 167	80 845	52 977
En septembre 2016	70 403	9 918	80 321	64 901



Lecture : Parmi les bénéficiaires du RSA sans prime d'activité en août 2016, 94,7% y sont toujours au mois de septembre 2016, 1,1% sont passés au RSA socle avec prime d'activité et 0,2% sont devenus des bénéficiaires de la prime d'activité.

En septembre 2016, 913 bénéficiaires sont passés du RSA socle avec prime d'activité vers le RSA sans prime d'activité soit 9,1%, la part la plus importante de tous les mouvements des flux entre août et septembre 2016.

A l'inverse, le passage entre le RSA socle sans prime d'activité vers les autres statuts est très faible (1,1% vers le RSA avec prime d'activité et 0,2% vers la prime d'activité seule).

Quant aux bénéficiaires de la prime d'activité seule, la part des sortants de ce dispositif est 2 fois plus importante que celle des sortants du RSA socle avec ou sans prime d'activité (7,6% contre 3,4% et 4%).

On présume que l'effet prime d'activité est donc positif.

Source CAF : données quasi-consolidées septembre 2016



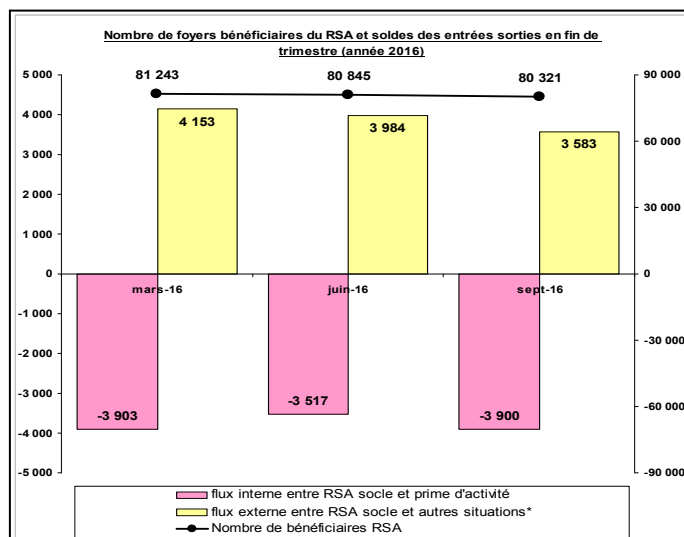
II – LE RSA ET LE MARCHE DU TRAVAIL

A) Le R.S.A. – Revenu de solidarité active

Les mouvements des effectifs – suite

La variation du nombre de foyers bénéficiaires du RSA socle peut s'expliquer par deux types de flux. Le premier (flux interne) correspond au solde des entrées et des sorties entre le RSA et la prime d'activité sans RSA à partir de mars 2016. Le second type (flux externe) correspond au solde des entrées et des sorties entre le RSA et les autres situations (droits suspendus, nouvelle demande ou toute autre situation).

Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA socle enregistre une baisse sur les trois trimestres de 2016. Pour les deux premiers trimestres, les flux externes positifs ne compensent pas les flux internes négatifs. Malgré une tendance inversée au troisième trimestre, on observe aussi une baisse des flux de bénéficiaires qui est engendrée par le glissement des baisses successives des mois précédents (-730 entre juin et juillet 2016, -111 entre juillet et août 2016 et +317 entre août et septembre 2016).



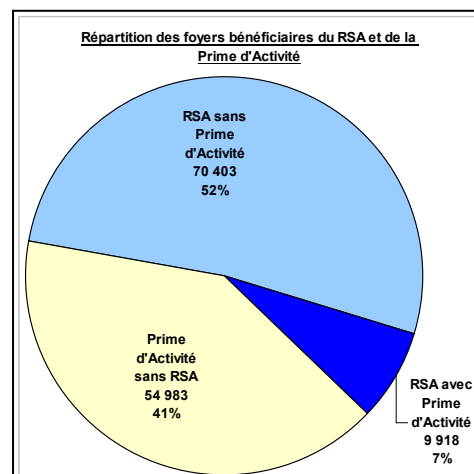
Source CAF : données quasi-consolidées

La prime d'activité en septembre 2016

Au titre du mois de septembre 2016, en Seine-Saint-Denis et en droit versable, la prime d'activité a été versée à 64 901 allocataires dont 9 918 bénéficient aussi du RSA socle.

Le nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité a fortement augmenté entre mars 2016 et juin 2016 (+20%). Une augmentation expliquée, d'une part, par le basculement automatique de près de 30 000 foyers du dispositif RSA activité (RSA socle et activité et activité seul) vers cette nouvelle prestation entre décembre 2015 et mars 2016 et d'autre part, par l'ouverture de cette prestation à d'autres publics comme les jeunes actifs dès 18 ans, les étudiants salariés et les apprentis sous certaines conditions.

Entre juin 2016 et septembre 2016, l'évolution du nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité (avec ou sans RSA) a beaucoup ralenti et est passée à +2,8%. Parmi les 54 983 personnes bénéficiant de la Prime d'Activité, 372 viennent du RSA socle, 683 du RSA avec prime d'activité, 4 162 sont des nouveaux entrants et 49 766 bénéficiaient déjà de la prime d'activité le mois précédent.



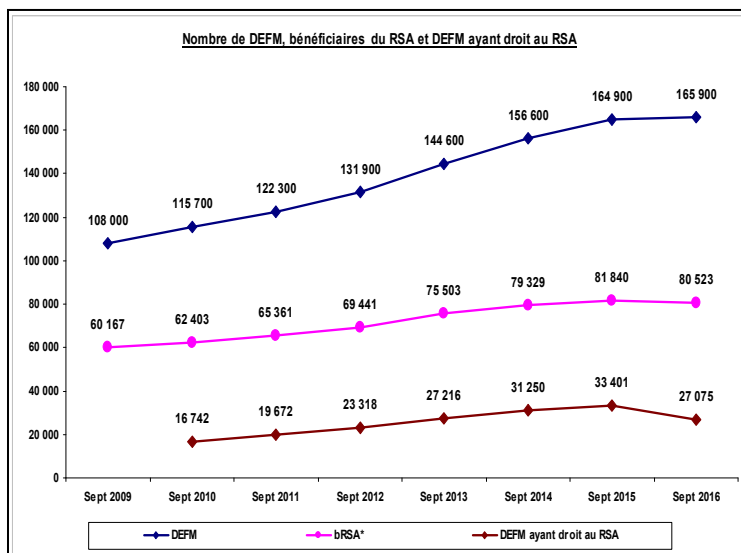
RSA et demandeurs d'emploi

L'augmentation des DEFM influe sur celle des bénéficiaires du RSA et des bénéficiaires RSA inscrits à Pôle Emploi (voir ci-contre).

Depuis septembre 2010, la part des demandeurs d'emploi, ayant des droits payables au RSA n'a cessé d'augmenter, excepté au mois de septembre 2016 où cette part est partie à la baisse :

	Sept.2010	Sept.2011	Sept.2012	Sept.2013	Sept.2014	Sept.2015	Sept.2016
Part des DEFM ayant droit au RSA sur le total DEFM	14,9%	16,1%	17,7%	18,8%	20,0%	21,3%	16,3%

En septembre 2016, la part des bénéficiaires du RSA parmi les DEFM était voisine les 30% dans 10 communes du département (33% à Aubervilliers la part la plus élevée).

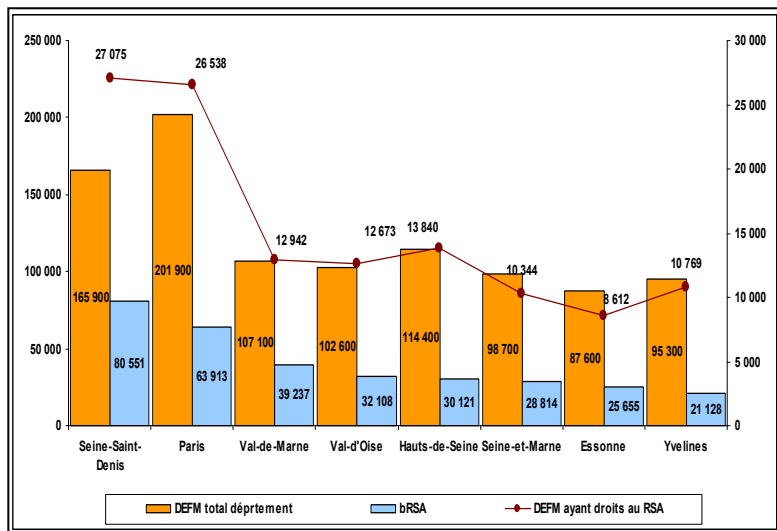




II – LE RSA ET LE MARCHÉ DU TRAVAIL

A) Le R.S.A. – Revenu de solidarité active

Positionnement de la Seine-Saint-Denis



Sources : CAF ; Pôle Emploi ; DARES

La Seine-Saint-Denis concentre 25% des bénéficiaires du RSA (bRSA*) d'Ile-de-France (septembre 2016). Le département est ainsi au 1^{er} rang régional au regard du nombre de bRSA, rang qui revient à Paris concernant les demandeurs d'emploi en fin du mois (DEFM).

Le poids du département (22% du total régional) est également très important lorsqu'on considère uniquement les demandeurs d'emplois (DEFM) ayant un droit au RSA, bien qu'il soit 3 points en dessous du total des bRSA.

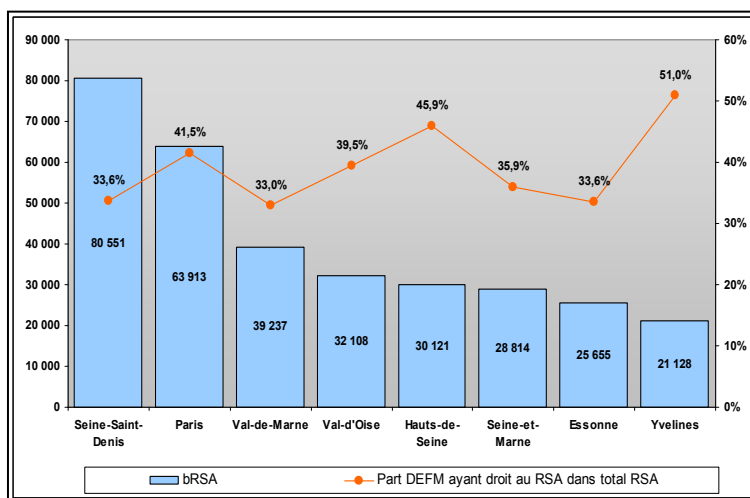
La Seine-Saint-Denis reste avec 16,3%, le premier territoire régional lorsqu'on rapporte les DEFM ayant un droit au RSA au total des DEFM par département.

	Seine-Saint-Denis	Paris	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Hauts-de-Seine	Seine-et-Marne	Essonne	Yvelines
part des DEFM ayant des droits payables au RSA	16,3%	13,1%	12,1%	12,4%	12,1%	10,9%	9,8%	11,3%

Cependant, la part des DEFM ayant des droits payables au RSA dans le total des foyers bénéficiaires du RSA est disparate.

Cette part est plus importante dans les départements de Paris, les Hauts-de-Seine et les Yvelines, où elle se situe nettement au dessus de 40%. Dans les autres départements, elle n'atteint pas le seuil de 40%.

Dans le Département des Yvelines, plus de la moitié (51%) des bénéficiaires du RSA sont des demandeurs d'emploi en fin du mois de septembre 2016 contre 33,6% en Seine-Saint-Denis.



Sources : CAF et Pôle-Emploi
Dans ce paragraphe, les demandeurs d'emploi en fin

Entre septembre 2015 et septembre 2016, le nombre de bénéficiaires a baissé dans tous les départements de la France métropolitaine. Conséquence de ces baisses:

Rang Département dans nombre de bRSA socle	Département	Nombre de bénéficiaires du RSA socle en septembre 2015	Nombre de bénéficiaires du RSA socle en septembre 2016	Evolution annuelle
1	Nord	116 294	112 555	-3,2%
2	Seine-Saint-Denis	81 875	80 551	-1,6%
3	Bouches-du-Rhône	81 108	76 481	-5,7%
4	Paris	66 880	63 913	-4,4%
5	Pas-de-Calais	57 965	55 453	-4,3%
6	Rhône	45 303	44 395	-2,0%
7	Seine-Maritime	41 246	40 837	-1,0%
8	Hérault	41 725	39 433	-5,5%
9	Gironde	39 632	39 376	-0,6%
10	Val-de-Marne	41 001	39 237	-4,3%
Ile-de-France		332 823	321 527	-3,4%
France métropolitaine		1 693 576	1 639 128	-3,2%

Source CAF données consolidées

une diminution du nombre de bénéficiaires pour la première fois depuis la mise en place de la loi RSA (-3,2%).

Le département des Yvelines qui occupe le 21^{ème} rang au regard du nombre d'allocataires du RSA, enregistre la baisse la plus importante (-8,4%) en Ile-de-France et en France métropolitaine (avec les départements du Haut-Rhin et de la Corrèze).

La Seine-Saint-Denis occupe toujours le deuxième rang au regard du nombre de foyers bénéficiaires du RSA.

Avec le Val-d'Oise le Département connaît la baisse la moins significative en Ile-de-France (respectivement -1,7% et -1,6%). Et, à effectifs comparables, la baisse est 3 fois et demi plus importante dans les Bouches-du-Rhône qu'en Seine-Saint-Denis.



II – LE RSA ET LE MARCHE DU TRAVAIL

A) Le R.S.A. – Revenu de solidarité active

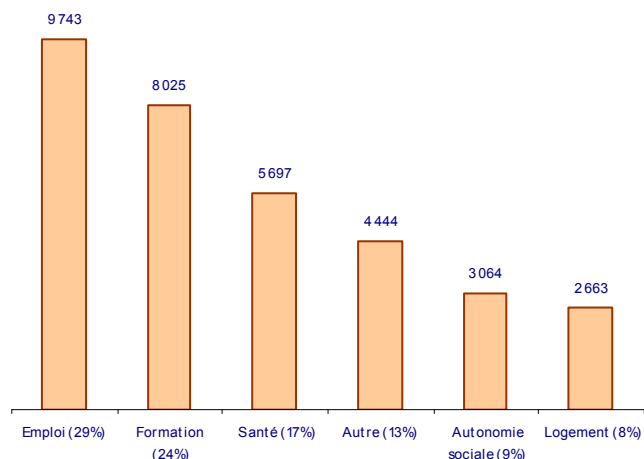
RSA et C.E.R. (Contrat d'Engagement Réciproque)

Sur une même année, une personne peut signer plusieurs Contrats d'engagement réciproque (CER). Ainsi en 2016, **16 835** personnes ont signé **24 442** CER.

Chaque CER porte sur un ou plusieurs thèmes ou domaines d'action. Ainsi, les 24 442 contrats signés ont concerné **33 636** objets de CER qui se répartissent comme ci-contre :

Définition:

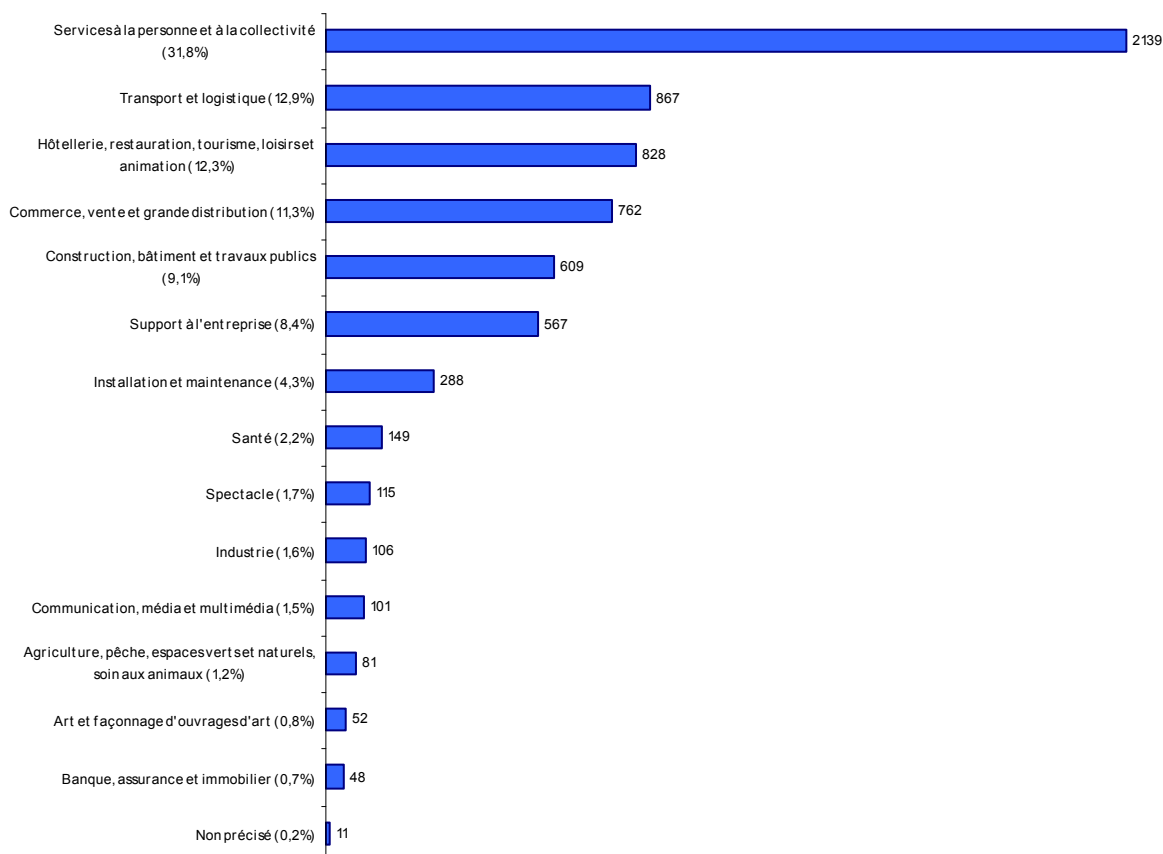
Le Contrat d'engagement réciproque-CER formalise un engagement entre le référent agissant au nom du président du Conseil départemental et l'allocataire RSA, et, consiste en un plan d'actions à mener (recherche d'emploi, formation, etc.) que l'allocataire s'engage à respecter, dans le cadre de l'accompagnement dans son parcours d'insertion.



Par ailleurs, chaque thème ou domaine comprend des sous thèmes ou sous sujets.

Sur les 9 743 contrats portant sur le thème emploi, **6 723** CER (soit 69%) portent sur le sous sujet *aide ou suivi pour la recherche d'emploi*.

Les recherches d'emploi de ces 6 723 CER se répartissent en **familles de métiers** qui se déclinent comme ci-dessous selon le code ROME :





II – LE RSA ET LE MARCHÉ DU TRAVAIL

B) LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Baisse des demandeurs d'emploi sur l'ensemble de l'année 2016 mais légère hausse en décembre

Sur l'ensemble de l'année 2016, le nombre de demandeurs d'emploi catégories ABC a connu une baisse de 0,4% en Seine-Saint-Denis (740 demandeurs en moins) alors qu'il a stagné sur l'ensemble de la région et en France métropolitaine. En ce qui concerne la catégorie A, les demandeurs sont en baisse sur les trois échelles territoriales : -2,4% en Seine-Saint-Denis,



-1,6% en Ile-de-France et -3% en France métropolitaine. En ce qui concerne le seul mois de décembre, on constate dans le département une hausse de 0,4% des demandeurs de catégorie A (+500 inscrits) et une baisse de 0,1% pour les catégories ABC (90 inscrits de moins). On note que les évolutions sur décembre ont été moins bonnes sur les autres échelles territoriales : +0,9% et +0,3% pour l'Ile-de-France et +0,8% et stagnation pour la France métropolitaine.

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois en catégorie A et ABC - Données CVS— Source : Direccte

				variation %	variation %	% -25 ans	% durée > 1 an
	déc-15	nov-16	Déc-16	1 mois	1 an	déc-16	déc-16
Seine-Saint-Denis							
Catégorie A	121 830	118 420	118 920	0.4	-2.4	10.7	.../...
Catégories ABC	165 670	165 020	164 930	-0.1	-0.4	10,0	42.3
Ile-de-France							
Catégorie A	679 800	662 930	668 920	0.9	-1.6	10.4	.../...
Catégories ABC	966 940	963 880	966 750	0.3	0.0	9.7	42.3
France métropolitaine							
Catégorie A	3 580 500	3 447 000	3 473 100	0.8	-3.0	13.7	.../...
Catégories ABC	5 478 000	5 475 800	5 475 700	0.0	0.0	13.5	44.0

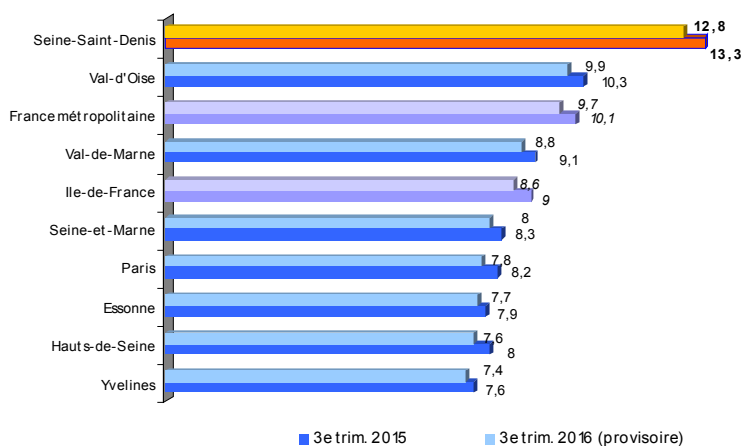
Baisse de 0,5 point du taux de chômage entre septembre 2015 et septembre 2016 dans le département

Au troisième trimestre 2016, le taux de chômage est en baisse dans tous les départements d'Ile-de-France ainsi qu'en France métropolitaine par rapport au troisième trimestre 2015.

La Seine-Saint-Denis enregistre en 1 an une baisse 0,5 point (-0,4 point pour l'ensemble de la région), baisse plus importante que dans les autres départements franciliens qui perdent entre 0,2 et 0,4 point.

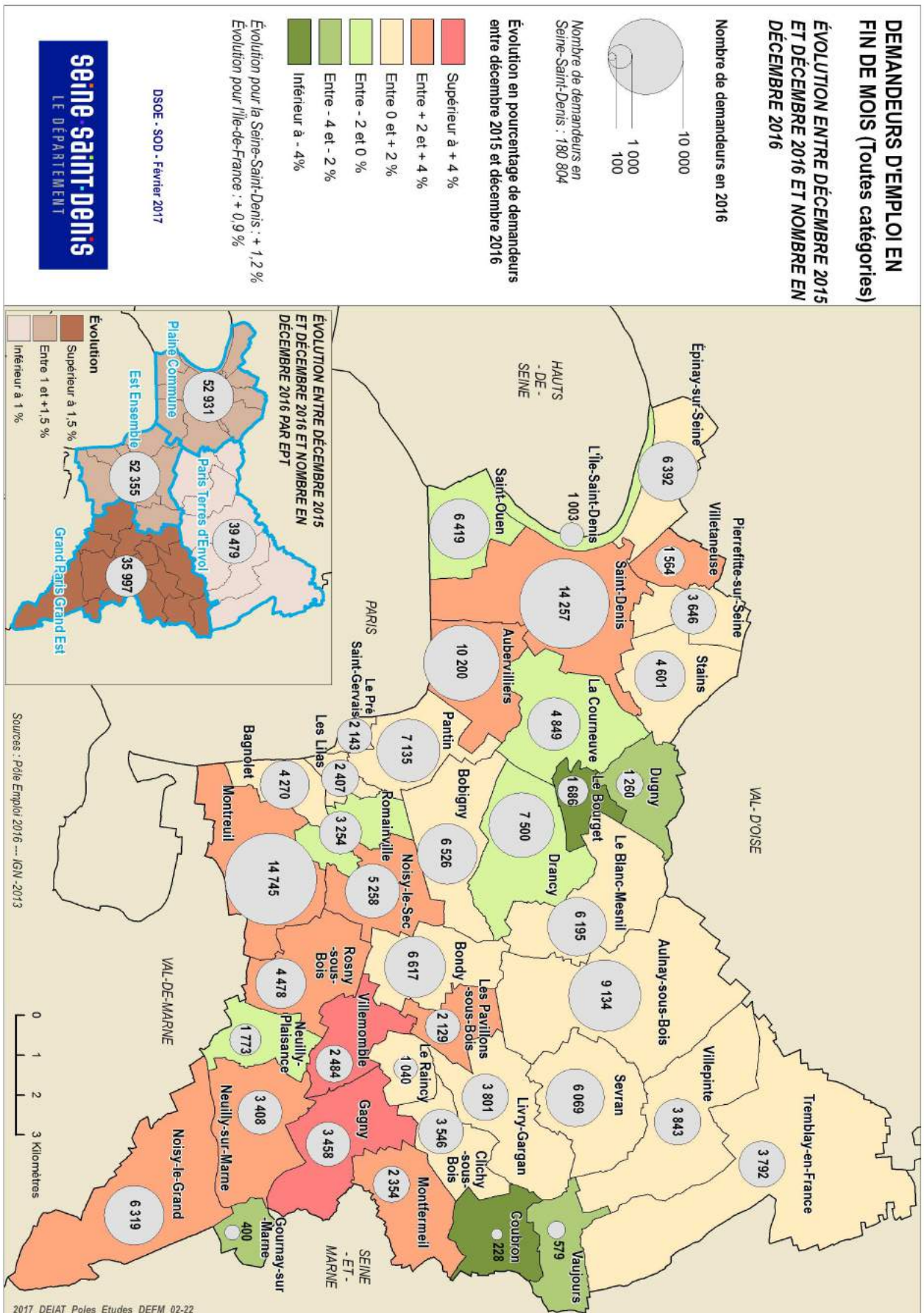
Le taux de chômage y reste cependant beaucoup plus important que dans les autres départements de la région.

Taux de chômage dans les départements franciliens en septembre 2015 et septembre 2016
Source : Insee , taux sens BIT localisé



II – LE RSA ET LE MARCHÉ DU TRAVAIL

B) LE MARCHÉ DU TRAVAIL



III – ZOOM TERRITORIAL

L'Établissement Public Territorial : PARIS – TERRES – D'ENVOI

Population—Activité—Emploi

L'établissement public Paris-Terres-d'Envol est constitué de 8 communes situées au nord et nord-est du département. 5 de ces communes sont limitrophes du Val-d'Oise dont 1 limitrophe également de la Seine-et-Marne (Tremblay-en-France).

Avec 349 004 habitants, Paris-Terres-d'Envol est le moins peuplé des 4 établisse-

ments publics territoriaux du département (22,5% du total Seine-Saint-Denis en 2013).

Paris-Terres-d'Envol présente en 2013 un taux de chômage un peu plus élevé que celui de l'ensemble du département (18,8 contre 18,5%). Ce territoire regroupe 21,7% des actifs âgés de 15 à 64 ans du département et 22,1% des chômeurs du même âge.

On constate par ailleurs que le taux d'activité y est légèrement plus faible que pour l'ensemble de la Seine-Saint-Denis (72,1 contre 73,4%).

On voit dans le tableau ci-dessous que ces chiffres résultent de situations communales très hétérogènes :

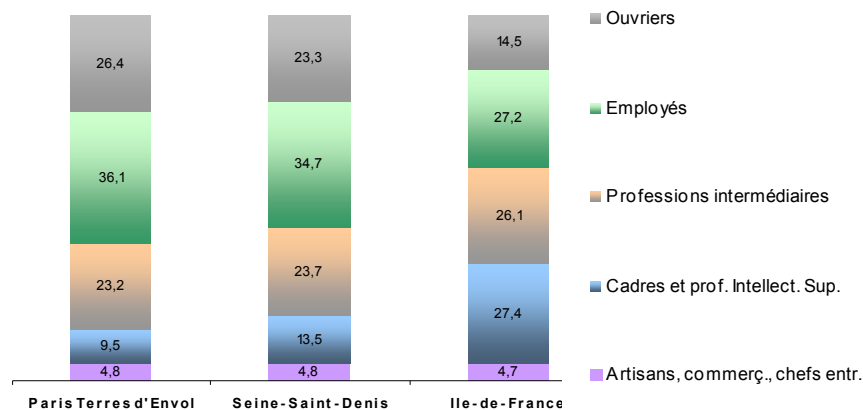
Communes de Paris-Terres-d'Envol	Population 15/64 ans en 2013	Population active 15/64 ans en 2013	Taux d'activité 15/64 ans en 2013	Nombre de chômeurs 15/64 ans en 2013	Taux de chômage 15/64 ans en 2013	Emploi Total au lieu de travail en 2013	Nb allocataires RSA socle "total"* déc 2015
Aulnay-sous-Bois	53 047	37 476	70,6	7 198	19,2	28 302	4 074
Drancy	45 211	33 009	73,0	6 182	18,7	12 532	4 118
Dugny	6 692	5 027	75,1	888	17,7	2 103	615
Le Blanc-Mesnil	34 213	24 759	72,4	5 283	21,3	11 243	2 651
Le Bourget	10 453	7 949	76,0	1 380	17,4	8 161	737
Sevran	32 072	22 806	71,1	4 447	19,5	8 034	2 523
Tremblay-en-France	22 579	16 735	74,1	2 476	14,8	16 844	1 020
Villepinte	23 524	16 451	69,9	2 952	17,9	15 206	1 351
Paris Terres d'Envol	227 791	164 212	72,1	30 806	18,8	102 425	17 089
Seine-Saint-Denis	1 030 186	755 954	73,4	139 652	18,5	557 108	82 954
Poids Paris Terres d'Envol / SSDenis	22,1	21,7	.../...	22,1	.../...	18,4	20,6
Ile-de-France	7 986 696	6 072 994	76,0	747 277	12,3	5 682 302	321 527

Sources : Insee (EAR 2013) et CAF. * : socle « total » = socle seul + (socle + activité)



La répartition par catégorie socio-professionnelle montre que les actifs de 15 à 64 ans du territoire de Paris-Terres d'Envol sont légèrement plus souvent employés ou ouvriers que l'ensemble de ces actifs dans le département (36 % contre 34,7 % pour les premiers et 26,4% contre 23,3% pour les seconds). On constate à l'opposé que la catégorie des cadres et professions intellectuelles supérieures y est moins représentée que dans l'ensemble du département (9,5% contre 13,5%).

Répartition des actifs 15/64 ans (hors agr.) selon la CSP en 2011 (Insee EAR 2013)



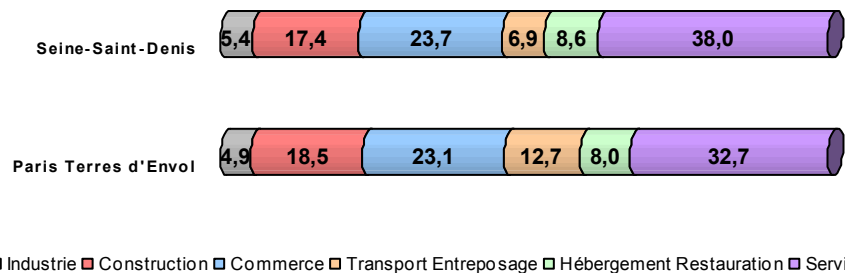
III – ZOOM TERRITORIAL

L' Etablissement Public Territorial PARIS – TERRES – D' ENVOL

Une structure sectorielle se démarquant fortement par ...

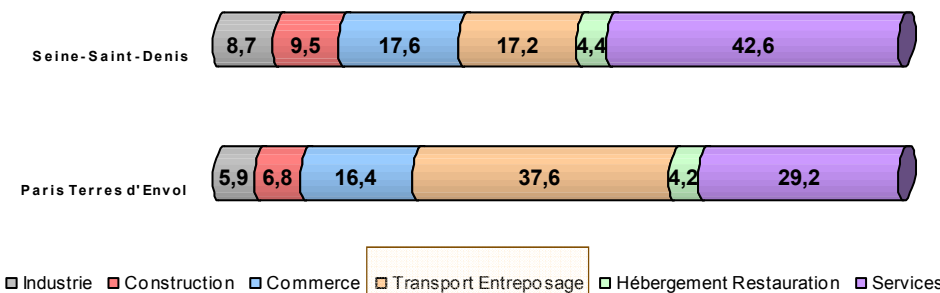
La comparaison sectorielle des établissements (privés ayant plus de 1 salarié) de Paris-Terres d'Envol avec celle de l'ensemble du département fait apparaître la place plus importante occupée par le secteur « Transport et Entreposage » (12,7% contre 6,9%) ainsi qu'une part légèrement plus importante du secteur de la Construction (18,5% contre 17,4%).

Répartition en 2015 des établissements privés (ayant au moins 1 salarié) par secteur d'activité (Source : Acooss)



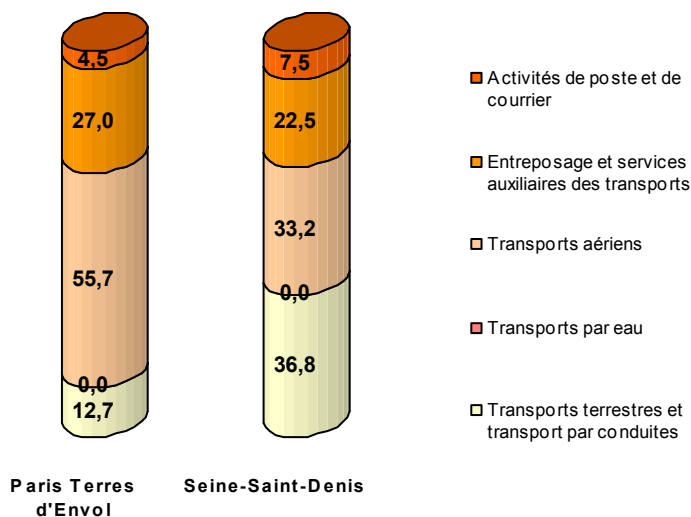
Répartition en 2015 des effectifs salariés privés par secteur d'activité

Source : Acooss



Les différences sectorielles de Paris Terres d'Envol sont encore plus marquées en ce qui concerne la répartition des effectifs salariés du secteur privé. On constate encore davantage la spécialisation du territoire dans le secteur du Transport et de l'Entreposage qui regroupe 37,6% des salariés du territoire P.T.E. contre seulement 17,2% des salariés du département dans son ensemble.

... une forte présence du « Transport et Entreposage »



Au sein même du secteur « Transport et Entreposage », les différences sont importantes en termes de branches : celle des « Transports aériens » et celle du « Entreposage et services auxiliaires des transports » rassemblent 86% des effectifs du secteur de Paris-Terres d'envol contre 56% des effectifs du secteur de l'ensemble du département.

A l'inverse, à Paris-Terres d'Envol, les branches « Activités de poste et de courrier » et « Transports terrestres et transport par conduites » sont beaucoup moins présentes au sein du secteur que sur l'ensemble du département.

III – ZOOM TERRITORIAL

L' Etablissement Public Territorial PARIS – TERRES – D' ENVOL

Le tableau ci-dessous montre l'importance du territoire Paris-Terres d'Envol dans les effectifs départementaux liés au secteur transport et entreposage :

- ⇒ 95% des effectifs des transports aériens du département
- ⇒ 68% des effectifs de l'entreposage et services auxiliaires du département.

Pour rappel, tous secteurs confondus, le territoire de Paris Terres d'Envol regroupe 26% des effectifs salariés du privé en Seine-Saint-Denis.

Part de Paris-Terres d'Envol dans le total des effectifs départementaux des branches du Transport et de l'Entreposage	En %
Transports terrestres et transport par conduites	19,6
Transports aériens	95,1
Entreposage et services auxiliaires des transports	67,8
Activités de poste et de courrier	34,3
Total Transports Entreposage	56,6

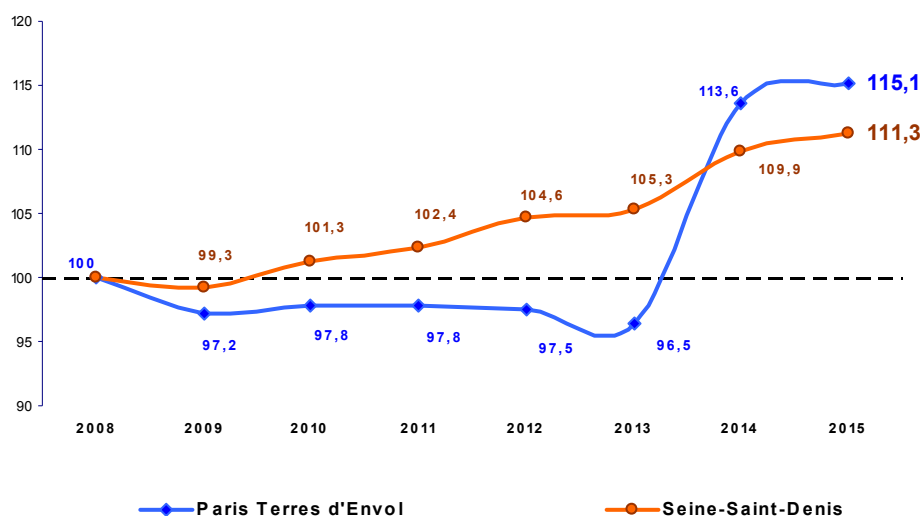
Une évolution récente positive mais contrastée selon les années...

Entre 2008 et 2015, l'emploi salarié privé augmente globalement de 15% sur le territoire de Paris-Terres d'Envol, résultat de deux tendances contraires : baisse de 3,5% entre 2008 et 2013 (départ entre autres de PSA Aulnay) suivie d'une hausse de 19,3% de 2013 à 2015, essentiellement due à l'accroissement spectaculaire constaté durant 2014 (+17,7%, arrivée et domiciliation du siège social d'Air France-KLM à Tremblay, entre autres).

Durant la même période de 7 ans, l'ensemble du département a connu une hausse un peu moins forte (11,3%) mais beaucoup plus linéaire.

Evolution du nombre de salariés du secteur privé entre 2008 et 2015

base 100 : 2008 - Source : Acoos



... et selon les secteurs d'activité

Évolution sectorielle de l'emploi salarié privé entre 2008 et 2015 sur le territoire de Paris
Terres d'Envol (Source : Acoss)

Secteurs d'activité	Effectifs 2008	Effectifs 2015	Évolution nombre	Évolution %
Industrie	12 292	7 205	-5 087	-41,4
Construction	6 760	8 259	1 499	22,2
Commerce	18 983	20 000	1 017	5,4
Transport Entreposage, dont :	28 759	45 970	17 211	59,8
<i>Transports terrestres et transport par conduites</i>	5 301	5 850	549	10,4
<i>Transports aériens</i>	7 934	25 628	17 694	223,0
<i>Entreposage et services auxiliaires des transports</i>	13 389	12 405	-984	-7,3
<i>Activité de poste et de courrier</i>	2 135	2 087	-48	-2,2
Hébergement Restauration	4 707	5 137	430	9,1
Services	34 730	35 718	988	2,8
Ensemble des secteurs	106 231	122 289	16 058	15,1

Paris-Terres d'Envol a enregistré sur la période un gain de 16 058 salariés dans le privé (+15,1%).

À l'exception de l'industrie qui affiche une perte conséquente de 5 087 salariés (-41%), tous les secteurs gagnent des emplois mais c'est sans conteste au secteur « Transport et Entreposage » que le résultat global doit son ampleur. En effet, celui-ci connaît une augmentation de 17 211 salariés (+59,8%), résultat lui-même presque exclusivement le fait de la forte croissance des effectifs au sein des transports aériens : +223% avec 17 694 salariés supplémentaires.

On note à l'inverse une baisse de 984 salariés au sein de l'entreposage et des services auxiliaires des transports (-7,3%).

Par ailleurs :

7 des 8 villes constituant Paris-Terres d'Envol sont couvertes par un **Projet de Ville**, il n'y a que **Dugny** qui ne l'est pas.

Le territoire compte 19 SIAE (Structures d'Insertion par l'Activité Économique) :

Structure	Type	Activité
AGDS Restaurant social (Sevran)	ACI	Restauration
Alliance BTP (Aulnay-sous-Bois)	EI	Bâtiment
Aurore Yankadi ! (Sevran)	ACI	Restauration
ECLÉPSE (Sevran)	EI	Nettoyage écologique et rénovation en second œuvre
Entrepôt Dép. de Villepinte	ACI	Stockage et distribution des marchandises des restaurants du cœur
Id'ees Interim (Aulnay-sous-Bois)	ETTI	Travail temporaire
La Repasserie (Le Blanc-Mesnil)	ACI	Lavage, repassage et livraison de linge
Le monde dans l'assiette (Aulnay-sous-Bois)	ACI	Restauration
Le ricochet d' Aulnay-sous-Bois	EI + ACI	Bâtiment second œuvre
Les ailes de la ville (Le Bourget)	ACI	Restauration d'un hydravion
Les jardins biologiques du Pont-Blanc (Sevran)	ACI	Marâchage bio et espaces verts
Maison Jardin Services (Aulnay-sous-Bois)	AI	Services à la personne
Ménage et Propreté (Aulnay-sous-Bois)	EI	Entretien et petite maintenance
Régie de quartier de Tremblay-en-France	ACI + EI	Bâtiment et espaces verts - Nettoyage
Régie de quartier du Blanc-Mesnil	EI	Services à la personne
Ressourcerie 2mains (Aulnay-sous-Bois)	ACI	Vente d'objets valorisés et de seconde main à petit prix
Une Chance Avec Drancy	EI	Bâtiment

ACI : Atelier et chantier d'insertion / EI : Entreprise d'insertion / ETTI : Entreprise de travail temporaire d'insertion

Info : le prochain Salon International de l'Aéronautique et de l'Espace se tiendra ce territoire, au Bourget, du 19 au 25 juin 2017.

IV - ZOOM SECTORIEL

Les activités marchandes des Services à la Personne

Une présence notable des acteurs privés dans l'aide à domicile et l'accueil de jeunes enfants en Seine-Saint-Denis

En 2015, en Ile-de-France, un peu plus de 45 000 salariés sont comptabilisés dans près de 2 150 établissements du secteur marchand (données Acoiss), lorsqu'on observe 2 des 3 grands secteurs d'activités de la nomenclature française couvrant pour une large part les services à la personne à savoir: l'Aide à domicile et l'Accueil de jeunes enfants.

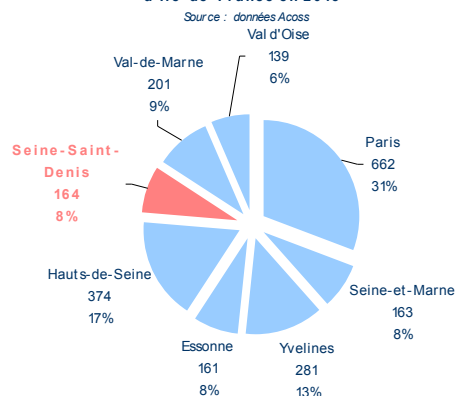
Le poids de la Seine-Saint-Denis dans cet ensemble est plutôt modeste, le département enregistrant 8% des établissements et 7% des salariés d'Ile-de-France dans ces 2 secteurs, assez nettement en dessous de son poids dans l'économie régionale de manière globale —environ 10% des salariés comme des établissements.

Définition

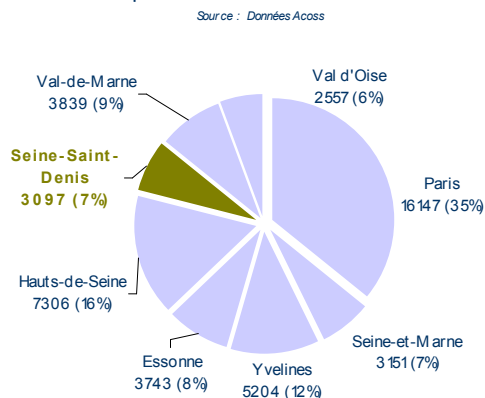
Le champ des Services à la personne est précisé par le décret du 26 décembre 2005 (article D.7231-1 du Code du travail) et recouvre les activités autour de l'assistance quotidienne des personnes à leur domicile ou dans leur environnement immédiat. Il s'agit ainsi d'activités très diverses, qui ne sont pas véritablement identifiées par un code de la nomenclature des activités (NAF). 3 secteurs de la NAF couvrent toutefois, quoiqu'imparfaitement, une large partie des services à la personne: l'Aide à domicile, l'Accueil de jeunes enfants et les activités des ménages en tant qu'employeurs.

Pour plus de précision sur le périmètre des Services à la personne, voir: Christel Colin, Rapporteuse, Services à la personne, Rapport du groupe de travail interinstitutionnel sur la connaissance statistique des emplois dans les services à la personne, CNIS, mars 2012

Répartition des établissements du secteur marchand de l'Aide à domicile et de l'Accueil de jeunes enfants dans les départements d'Ile-de-France en 2015

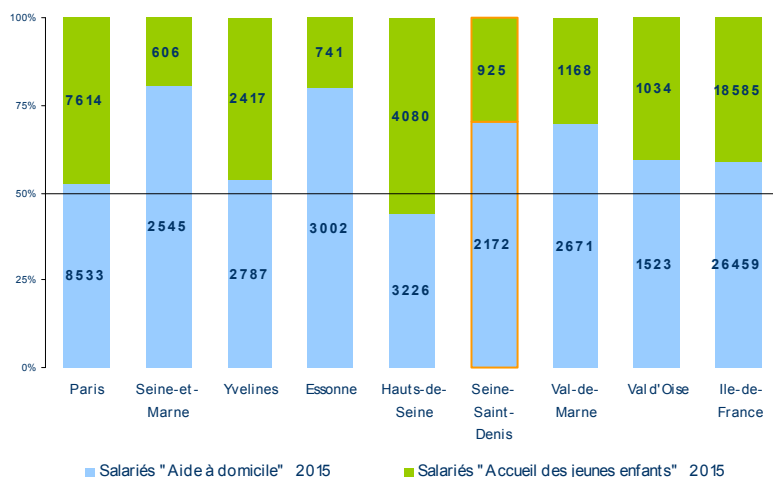


Répartition des effectifs salariés des établissements du secteur marchand de l'Aide à domicile et de l'Accueil de jeunes enfants dans les départements d'Ile-de-France en 2015



Répartition des effectifs salariés de l'Aide à domicile/ Accueil des jeunes enfants en 2015 par département en Ile-de-France

Source : Données Acoiss



La Seine-Saint-Denis présente un profil semblable à celui de la quasi-totalité des départements d'Ile-de-France, avec un secteur marchand de l'Aide à domicile qui compte plus de salariés que celui de l'Accueil de jeunes enfants. Ceci s'explique en partie par le plus grand nombre d'activités regroupées dans le 1^{er} secteur cité (assistance aux personnes âgées, personnes handicapées, entretien de la maison, jardinage, assistance informatique et internet, etc.). Une autre explication est donnée par le fait que les activités marchandes d'accueil de jeunes enfants sont souvent liées à la présence de catégories socioprofessionnelles supérieures dans la population. Celles-ci sont moins nombreuses en Seine-Saint-Denis, proportionnellement au nombre d'habitants.

IV - ZOOM SECTORIEL

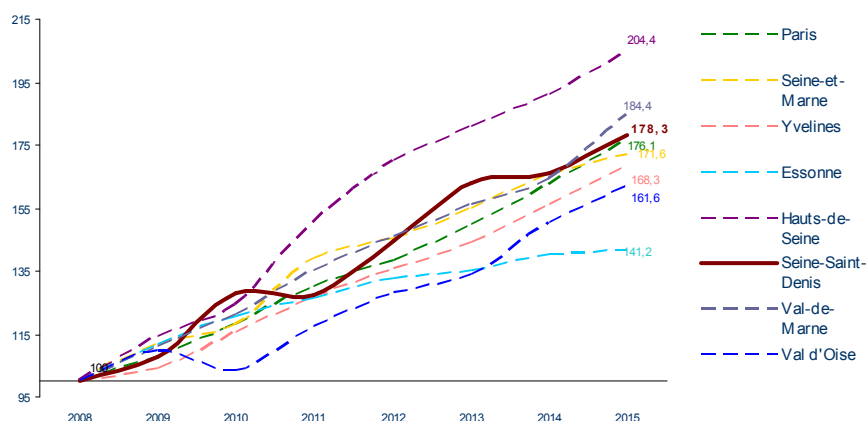
Les activités marchandes des Services à la Personne

Une forte progression des acteurs du secteur marchand depuis 2008

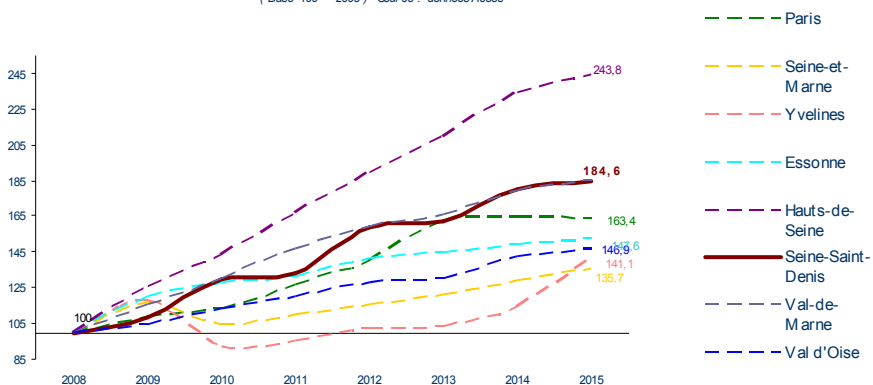
De manière générale, les Services à la personne ont enregistré une très forte dynamique depuis le début des années 2000. Cette évolution est expliquée entre autres par la combinaison de deux facteurs: le développement d'incitations fiscales (crédits d'impôt notamment) et d'aides sociales pour favoriser la demande pour ce type de services, et, les changements démographiques, compte tenu de la natalité élevée et du vieillissement de la population.

En Ile-de-France, tous les départements enregistrent une forte hausse de l'activité marchande dans les secteurs de l'Aide à domicile et de l'Accueil des jeunes enfants. La Seine-Saint-Denis fait partie des départements qui présentent la dynamique la plus forte, avec une croissance supérieure à 78% du nombre d'établissements marchands et de 85% de l'effectif salarié sur la période 2008 - 2015—respectivement les 3^e et 2^e plus forts taux de croissance de la région.

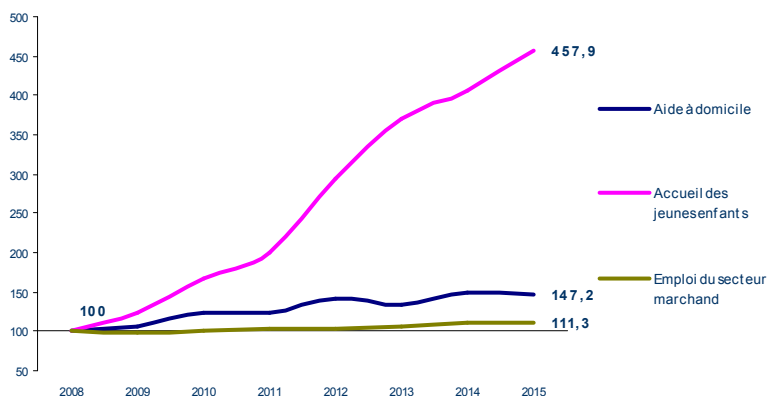
Evolution des établissements de l'Aide à domicile et de l'Accueil des jeunes enfants entre 2008 et 2015 dans les départements d'Ile-de-France
(base 100 = 2008) - Source : données Acoiss



Evolution des effectifs salariés de l'Aide à domicile et de l'Accueil des jeunes enfants dans les départements d'Ile-de-France entre 2008 et 2015
(Base 100 = 2008) - Source : données Acoiss



Comparaison des évolutions (en %) des effectifs salariés de l'Aide à domicile et l'Accueil des jeunes enfants en Seine-Saint-Denis entre 2008 et 2015
(Base 100 = 2008) - Source : Données Acoiss



Alors que le secteur marchand de l'accueil des jeunes enfants représente moins du 1/3 des effectifs de l'ensemble Aide à domicile – Accueil des jeunes enfants en Seine-Saint-Denis en 2015, c'est ce secteur qui est à l'origine de l'essentiel de la dynamique enregistrée entre 2008–2015.

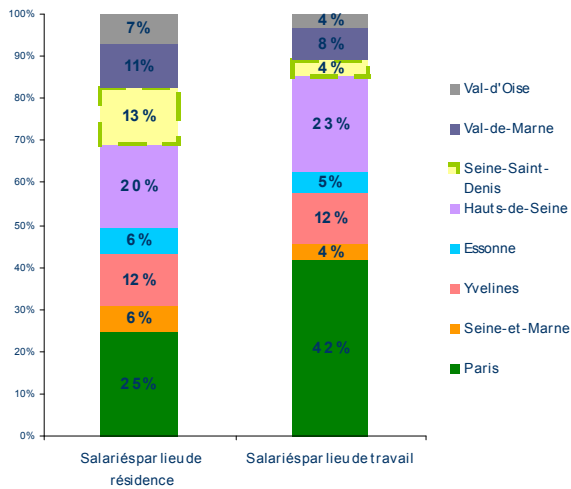
L'emploi marchand y est ainsi passé de 202 à 925 salariés sur la période considérée, soit une hausse de +358% environ. Cette évolution illustre le fait que de plus en plus d'entreprises privées interviennent dans cette activité, qui demeure toutefois majoritairement prise en charge par les acteurs publics ou affiliés au secteur public (crèches municipales, départementales...) et les assistantes maternelles conventionnées.

IV - ZOOM SECTORIEL

Les activités marchandes des Services à la Personne

Comparaisons du poids des départements d'Ile-de-France dans le secteur des Activités des ménages en tant qu'employeurs; Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usages propre en 2013

source: Insee, Dads 2013



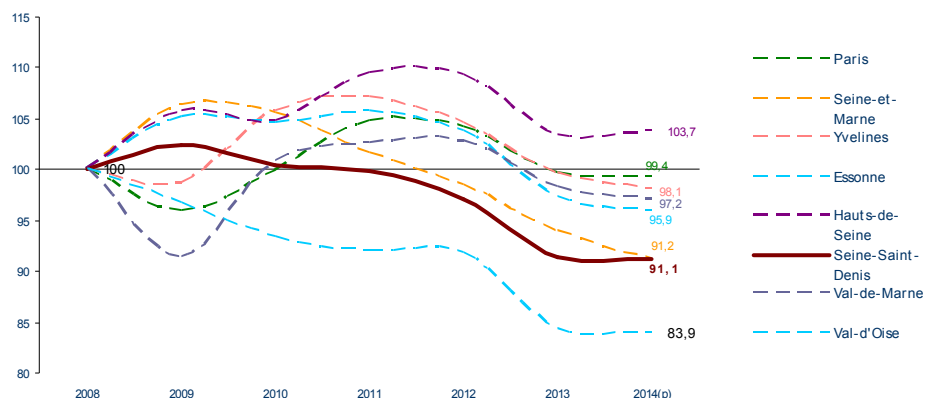
La Seine-Saint-Denis, grand pourvoyeur de salariés pour les Activités des ménages en tant qu'employeurs, secteur confronté à une conjoncture difficile depuis la crise

Le secteur regroupant les activités des ménages en tant qu'employeurs constitue avec les secteurs de l'Aide à domicile et de l'Accueil de jeunes enfants présentés précédemment, l'un des 3 secteurs de la nomenclature d'activités françaises qui couvrent largement les services à la personne. Il est néanmoins différencié des 2 autres car les données sur l'emploi sont issues dans ce cas d'un traitement de l'Insee (l'Acoss ne déclinant ces données qu'au niveau régional).

Ce secteur regroupe les activités des ménages employant du personnel domestique (femmes de ménage, cuisiniers, jardiniers, chauffeurs...). Ces activités, lorsqu'elles sont observées au lieu de travail, sont souvent liées au niveau de revenu des ménages. Le département occupe dans ce cas une position plutôt modeste en Ile-de-France en 2013. Avec un peu plus de 5 000 salariés, le département représente 4% de l'emploi régional du secteur. Par contre, un regard sous l'angle du lieu de résidence des salariés du secteur montre que le poids du département est conséquent. Ce sont en effet près de 16 500 salariés du secteur qui résident en Seine-Saint-Denis, soit 13% du total francilien.

Le secteur des activités des ménages en tant qu'employeurs subit très clairement les effets de la dégradation du climat économique enregistrés depuis le début de la crise économique en 2008. En Ile-de-France, seuls les Hauts-de-Seine présentent une stabilité des effectifs salariés (au lieu de travail) dans ce secteur entre 2008 et 2014. La Seine-Saint-Denis, avec un recul de près de 9% des emplois dans ce secteur sur la période considérée, enregistre quant à elle l'une des plus fortes dégradations au niveau de l'Ile-de-France.

Evolution des effectifs salariés du secteur des Activités des ménages en tant qu'employeurs; Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre, de 2008 à 2014 (p)



Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) dans le champ des Services à la personne en Seine-Saint-Denis

Structure	Type de structure	Commune
Association Service Perso	AI	Saint-Denis
Maison Jardin Services	AI	Sevran
SAS-93	AI	Les Lilas
Association Energie	AI	Clichy-sous-Bois
Ai-Ladomifa	AI	Montreuil
Régie de quartier du Blanc-Mesnil	EI	Le Blanc-Mesnil
Régie de quartier à Montreuil	EI	Montreuil
Régie de quartier Maladrerie-Emile Dubois	EI	Aubervilliers
Neptune	ACI	Montreuil
Régie de quartier de Pierrefitte-sur-Seine R.A.P.I.D	EI	Pierrefitte-sur-Seine
Régie de quartier de Stains (Clos Saint-Lazare/Cité-jardin)	EI	Stains
ECLEEPSE	EI	Sevran
Ménage et propreté	EI	Aulnay-sous-Bois
Fer et Refaire (Femmes A.C.T.I.V.E.S	ACI	Saint-Denis
Régie 2 Romainville	EI	Romainville
Régie de quartier La Rose des vents	EI	Aulnay-sous-Bois
Régie de quartier de Saint-Denis	EI	Saint-Denis
APIJ BAT	EI	Saint-Denis
MCM	EI	Bobigny

source: Annuaire des Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) de la Seine-Saint-Denis, Inser'eco 93



V - L'ENTREPRENARIAT

Les Lauréats Espoirs de l'Economie 2017 (source : CCI Seine-Saint-Denis)

« CREATEUR DE L'ANNEE »

FLANEURZ—Florian GRAVIER
La Courneuve - www.Flaneurz.com



L'ACTIVITE : La start up développe des produits ludiques, pratiques, esthétiques, répondant aux enjeux de mobilité urbaine et de développement durable. Le système « On Wheelz » propose de transformer une chaussure de sport en patin à roulettes par simple clips. Elle démarche exclusivement les particuliers et travaille sur des collaborations avec des marques de chaussures. Elle vise les personnes pratiquant le rollerskate dans le monde, le modèle « On Wheelz » plaît autant aux sportifs qu'aux « modeuses et hipsters » ainsi qu'aux personnes ayant des préoccupations environnementales à la recherche de mode de transport propre.

LES RESSOURCES HUMAINES : Flaneurz est l'idée d'un passionné de roller quad, Florian GRAVIER, et d'un ingénieur en innovation, Arnaud DARUT-GIARD, tous deux dirigeants, rejoints par deux proches : Walid NOUH prescripteur dans le sport de glisse et David BRUN, contrôleur des impôts. La formation entrepreneuriale « Créajeunes » de l'ADIE a permis à F. GRAVIER de se lancer sereinement dans la création de la société en 2014. Les dirigeants sont entourés d'un directeur artistique, d'un ingénieur et d'une chargée de communication. Flaneurz a des sous-traitants français pour les pièces du système « On Wheelz » et des fournisseurs américains et italiens pour la partie roulante. La transformation et l'assemblage final se font dans le « Skate Lab » (atelier) à la Courneuve. A terme, elle souhaite traiter uniquement avec des fournisseurs européens pour réduire son empreinte écologique.

LES PERSPECTIVES : La marque souhaite se développer à l'international en s'implantant dans les villes du monde. Elle s'est déjà faite connaître à l'étranger via la plateforme de crowdfunding « Kickstarter » et grâce à sa communication virale. Parallèlement Flaneurz travaille sur d'autres innovations.

L'INSERTION DANS LE DÉPARTEMENT : La société est implantée à la pépinière de la Courneuve depuis sa création en 2014 et fait appel à des sous-traitants et des fournisseurs de Seine-Saint-Denis. Ses associés tiennent à créer un réseau en circuit-court afin de mettre en valeur les initiatives sociales. La production et l'assemblage des accessoires complémentaires proviennent d'ESAT du département et d'Ile de France. Elle sponsorise une association de sensibilisation au handicap et au

« JEUNE ENTREPRENEUR DE MOINS DE 30 ANS »

LA CAVALERIE—Guillaume MAURICE
Montreuil - www.lacavalerie.com

L'ACTIVITE : Agence de conseil et de création en communication visuelle et digitale sur-mesure, elle décline son offre sous deux services: le conseil et la production. Née de l'idée de trois cavaliers indépendants experts dans les domaines de la création audiovisuelle, de la création graphique et du développement web, elle est lancée en Janvier 2014, par Messieurs Edouard LEFEBVRE, Guillaume MAURICE (co-gérants) et Romain ICOL. La clientèle est uniquement B to B : start-up, PME, écoles, associations et administrations. Son positionnement haut de gamme, moderne et technologique est clair : proposer des prestations sur mesure et entièrement personnalisées. « chaque client est unique ». Les réalisations sont produites en interne, ce qui permet de privilégier la transparence et la réactivité auprès de leurs clients.

LES RESSOURCES HUMAINES : Les trois fondateurs sont titulaires d'un diplôme d'ingénieur généraliste de l'Ecole d'ingénieur des Mines de Douai, et dès leurs études, chacun se lance dans une activité free-lance. Leur complémentarité les amène à regrouper leurs compétences et à créer ensemble une structure solide grâce à laquelle ils pourront répondre à la forte demande du marché. La société met un point d'honneur à internaliser les différentes compétences nécessaires à la réalisation de la demande de A à Z. Ainsi 5 collaborateurs ont rejoint l'équipe depuis ses débuts. A terme, elle souhaite former une équipe solide et complémentaire d'une vingtaine de personnes.

LES PERSPECTIVES : Afin de développer une proximité avec ses clients hors région parisienne, il est prévu une annexe commerciale dans la région Auvergne - Rhône-Alpes. Etre à la pointe de l'innovation en communication digitale est la préoccupation majeure.

L'INSERTION DANS LE DÉPARTEMENT : Une partie de l'équipe réside sur le département. Depuis trois ans, La Cavalerie occupe des bureaux à la pépinière de l'Atrium et continue son parcours dans un nouveau local situé à Montreuil courant décembre 2016.

« REPRENEUR »

NAUDET SAS—François BOUAN DU CHEF DU BOS—Neuilly-Plaisance - contact@naudet.com

L'ACTIVITE : C'est le seul fabricant français encore en activité dans le domaine des baromètres et autres instruments de mesure. La société existe depuis 1860. Reprise par François BOUAN DU CHEF DU BOS en 2014, son cœur d'activité est la fabrication artisanale « made in France » d'instruments de qualité et d'un savoir-faire inégalable. La société offre des produits originaux et de qualité à une clientèle très diversifiée. Elle s'adresse aux particuliers et aux professionnels (revendeurs, marine Américaine...). Sa nouvelle stratégie commerciale, le développement de ses canaux de distribution et sa participation à des salons professionnels lui permettent d'accroître sa clientèle.

LES RESSOURCES HUMAINES : François BOUAN, ingénieur de formation, a fait une longue carrière à l'étranger dans le domaine des matériaux de construction. L'histoire commence en 2012, passionné par la mer, sa femme lui offre pour son anniversaire un baromètre NAUDET. En allant chercher celui-ci, il fait la connaissance du gérant. François BOUAN est séduit par la marque et décide de reprendre l'affaire. Il convainc Charles FRIESS, de se joindre au projet en tant que salarié qui devient son « bras droit ». Monsieur BOUAN et Monsieur FRIESS ont maintenu la précédente équipe de 3 personnes qualifiées. Afin de transmettre et de pérenniser le savoir-faire « NAUDET », deux nouveaux postes ont été créés.

LES PERSPECTIVES : En 2016 l'entreprise développe et lance de nouveaux produits sur le marché notamment un indicateur de conservation du vin unique et accroît ses perspectives d'exportations.

L'INSERTION DANS LE DÉPARTEMENT : NAUDET a fait le choix de s'implanter à Neuilly-Plaisance en avril 2016, au cœur d'une zone d'activité dynamique en pleine expansion offrant des locaux plus adaptés à son activité. Le site offre un cadre spacieux et une accessibilité aisée concourant à l'épanouissement du personnel.

La création d'entreprises en 2016: une dynamique qui reste forte

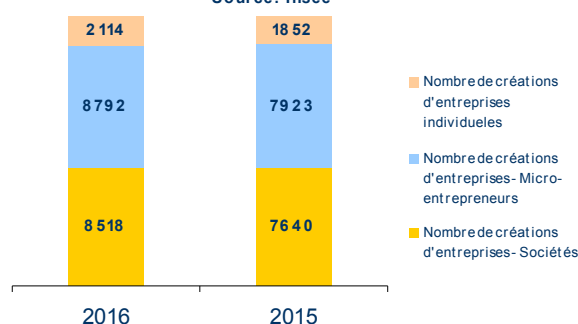
Avec près de 19 500 entreprises créées en 2016, la Seine-Saint-Denis conserve son rang de 3^e département d'Ile-de-France pour la création d'entreprises (5^e département si on considère la France entière). Le nombre de créations y a par ailleurs fortement progressé (+11,5%) entre 2015 et 2016, s'inscrivant dans la dynamique régionale. La création classique a été légèrement plus dynamique en Seine-Saint-Denis (+12%) que la création des micro entreprises (+11%), à l'inverse de la situation de Paris et des Hauts-de-Seine par exemple, où c'est la création des micro entreprises qui a constitué le moteur principal de la dynamique constatée.

Les créations d'entreprises* dans les départements d'Ile-de-France en 2016 et 2015

	Total 2016	Dont micro- es-2016	Total 2015	Dont micro- es-2015	Var_Total 2015-2016 (%)	Var_micro- es-2015- 2016 (%)
Paris	57829	27217	50293	22042	15,0	23,5
Seine-et-Marne	11328	4951	10598	4850	6,9	2,1
Yvelines	13267	6625	12328	6395	7,6	3,6
Essonne	10896	4856	9833	4555	10,8	6,6
Hauts-de-Seine	22364	11328	19301	9691	15,9	16,9
Seine-Saint-Denis	19424	8792	17415	7923	11,5	11,0
Val-de-Marne	15176	7281	13394	6616	13,3	10,1
Val d'Oise	11871	4770	10465	4573	13,4	4,3

*total obtenu par addition du nombre de créations des 12 mois de l'année
Source: Insee-Créations d'entreprises par département-Données mensuelles brutes

Répartition des créations* selon le type d'entreprise en Seine-Saint-Denis en 2015 et 2016 - Source: Insee





VI — DONNEES DE CADRAGE

Chiffres Clés

Nombre d'habitants (population totale): **1 552 482**

Part des moins de 20 ans: **28,9%**

INSEE
(données
2013)

Population active (15-64 ans): **755 954**

Part des foyers non imposables: **46%**

Médiane du Revenu disponible par unité de consommation -
Seine-Saint-Denis : **16 745 euros** — Ile-de-France : **22 379 euros**

SIRENE Nombre total d'établissements en Seine-Saint-Denis: **101 160** (2015)

Nombre de SIAE : **50** (2016)

INSEE Taux de création d'entreprise: **17,21%** (2015)

Taux horaire (brut) du SMIC: **9,76 euros** (janvier 2017)

ACOSS Nombre de salariés dans les établissements privés d'au moins 1 salarié: **471 389** (2015)

Montant RSA au 1^{er} septembre 2016

Personne seule	535,17 €	Couple	802,76 €
Personne seule avec 1 enfant	802,76 €	Couple avec 1 enfant	963,31 €
Personne seule avec 2 enfants	963,31 €	Couple avec 2 enfants	1 123,86 €
Par enfant supplémentaire : 214,07€			

Tableau de Bord

Nombre d'allocataires du RSA (socle): **80 523** (septembre 2016)

Population couverte par le RSA : **168 182** (personnes couvertes par le RSA socle septembre 2016)

Nombre de demandeurs d'emploi : **118 420** (catégorie A); **165 020** (catégorie A,B,C) - décembre 2016

Nombre de signatures de contrats CER : **24 442** (2016)

Les définitions du chômage

A - Le taux de chômage du recensement : Au sens du recensement, est chômeur toute personne de 15 ans ou plus qui s'est déclarée "chômeur" (indépendamment d'une éventuelle inscription auprès du Pôle Emploi), sauf si elle a déclaré explicitement par ailleurs ne pas rechercher de travail.

Remarque : Cette définition diffère de celles du Bureau international du travail (BIT) et du Pôle emploi.

B - Le taux de chômage localisé (à partir du BIT) : L'enquête Emploi en continu est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le Bureau international du travail (BIT) sur le chômage. Cependant, la taille de l'échantillon de cette enquête ne permet pas de procéder à des estimations départementales : la ventilation du chômage BIT national par département utilise les séries départementales des DEFM (Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois du Pôle Emploi) pour localiser le chômage (c'est la raison pour laquelle l'utilisation du terme « chômage au sens du BIT » est inappropriée en dehors du calcul national et que le terme « taux de chômage localisé » est employé au niveau infra-national). Le nombre de chômeurs est alors estimé en appliquant le poids du département dans les DEFM de catégorie A au total des chômeurs BIT de la métropole. Ce nombre est ensuite corrigé des variations saisonnières. On en déduit ainsi des taux de chômage localisés qui représentent le rapport du nombre de chômeurs à la population active totale.

C - Le taux de chômage au sens du BIT : En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un **chômeur** est une personne en **âge** de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ; être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ; avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Remarque du Pôle Emploi : « La notion de demandeurs d'emploi inscrits à "Pôle emploi" est différente de celle du chômage BIT : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et, inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi. Le chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse comparative du marché du travail dans différents pays. Seule une enquête statistique peut vérifier si ces critères sont remplis. En France, il s'agit de l'enquête Emploi de l'Insee ».

DIRECTION DE L'EMPLOI, DE L'INSERTION ET DE L'ATTRACTIVITE TERRITORIALE - DEIAT

Directeur : Charles ASSOULINE

Ce bulletin est réalisé par l'équipe du Pôle Etudes :

Mongia GABSI : mgabsi@seinesaintdenis.fr / 01 43 93 41 58—Statistiques

Nathalie JOLY : njoly@seinesaintdenis.fr / 01 43 93 86 19— Démographie

Raymond LEHMAN : rlehman@seinesaintdenis.fr / 01 43 93 86 62—Economie

Sous la responsabilité de Jean-Luc PARISOT, Directeur adjoint



www.seine-saint-denis.fr